

Alerte privatisation des Urgences: vers la privatisation globale de nos hôpitaux

11 oct. 2020 Par [LAURENT THINES](#)

- Mediapart.fr

La coupe est plus que pleine: un Président qui a encensé les soignant.es et qui, maintenant, "démasque" son idéologie et son mépris en disant qu'ils/elles sont le problème par leur manque d'organisation et un Gouvernement qui poursuit sa quête du Graal, à savoir : privatiser la santé. Appel vidéo pour une prise de conscience avant qu'il ne soit trop tard.

La coupe est plus que pleine ce soir.

Dans l'après-midi, on aura entendu devant l'hôpital Rothschild à Paris, avec son habituelle condescendance, un Président, qui avait encensé les soignant.es pendant la crise du Covid19, révéler sa véritable idéologie et son mépris en ressortant la rengaine élimée clamant que les difficultés de l'hôpital n'étaient pas liées "à un manque de moyen mais à un manque d'organisation", rejetant encore une fois sur le dos des hospitalier.es la responsabilité du naufrage programmé de l'hôpital public: ils/elles sont le problème. Pour autant, monsieur Macron était bien heureux d'avoir eu des soignant.es dévoué.es et « organisé.es » pendant cette 1ère vague pour éviter à la France un scénario à l'Italienne et « sauver » la face d'un gouvernement à la dérive. Malgré cela, nous comptons, à ce jour, 20.000 morts de plus que notre voisine l'Allemagne dont la moyenne d'âge est plus élevée mais les hôpitaux plus équipés en lits de réanimation et médecins.



© BFM

A l'aube d'une nouvelle vague épidémique, l'état des forces est catastrophique. On entend sur une chaîne d'info un chef de service de réanimation parisien rapporter l'augmentation des cas hospitalisés, le manque de personnel, le manque de lits...rien n'a changé depuis ce printemps malgré les dénégation d'Olivier Véran, aucune leçon n'a été tirée... Quant aux soignant.es, ils elles sortent rincé.es par la 1ère vague et humilié.es par les propositions du Ségur 1 qui n'ont pas véritablement été à la hauteur sur le plan des revalorisations salariales et n'ont en tout cas rien changé aux conditions de travail quotidiennes, quoiqu'en dise à nouveau le ministre de la Santé. Certain.es infirmier.es venus aider sur Paris au pic de l'épidémie n'ont même pas été complètement indemnisé.es, certain.es ont travaillé dans des conditions déplorables sans matériel de protection adéquat, d'autres sont mort.es contaminé.es par le virus... Monsieur Macron, avec ces nouvelles paroles humiliantes, endosse à nouveau, mais ça devient un mode d'exercice du pouvoir chez lui, le rôle du dangereux pyromane.

 **Elsa Mari** @elsa_m_mari · 44m

Depuis le Covid, 40% des infirmiers ont envie de changer de métier. 1 sur 5 n'a pas eu de vacances depuis mars, 57% sont en burn-out. Un mal-être croissant en à peine 6 mois. Les soignants rendent leur blouse, deviennent pâtisseries, libraires. bit.ly/3jQ8ur9 @le_Parisien



Crise du Covid-19 : pourquoi les soignants rendent leur blouse blanche
Selon une consultation de l'ordre national des infirmiers que nous publions en exclusivité, 40% ont envie de changer de métier depuis l...
leparisien.fr

© Le Parisien

Pourtant, nous vivons un tournant crucial pour l'avenir de l'hôpital: des années de dégradation des conditions de travail, de lean-management, d'optimisation, de perte de sens, de non-reconnaissance salariale mènent de plus en plus de soignant.es à rendre leur blouse: littéralement. Un tiers des jeunes infirmier.es diplômé.es abandonnent leur métier dans les 5 ans qui suivent leur nomination. Un récent sondage de l'ordre national des infirmiers publié dans le Parisien révèle que 40% des soignant.es hospitaliers pensent à changer de profession. Dans beaucoup d'établissements, de nombreux postes sont déjà vacants: infirmier.es et médecins anesthésistes, infirmier.es de bloc, aides-soignant.es...et dans ceux où tous les postes sont soi-disant pourvus, les statistiques ne tiennent pas compte des personnes effectivement absentes (arrêt maladie, grossesse, formation etc...) et qui ne peuvent plus être remplacées faute de pool suffisant de personnel. Situation maintenant devenue chronique. C'est ce qui vient d'arriver dans mon service cette semaine et qui nous aurait conduit à fermer des lits de soins intensifs si une solution n'avait pas été trouvée in extremis avant le week-end... mais au détriment de quel autre service de l'institution ?

🌟 #Urgences : faut-il faire payer les patients ?

Imaginez l'#HopitalPublic fonctionner comme les vétérinaires. Ceux qui pourront se payer une urgence seront prioritaires.

#ThierryAmouroux de @infirmierSNPI a raison de dénoncer cette sélection par l'argent !



© LCI

Et puis, il y a cette annonce qui a fuité dans les journaux selon la bonne vieille technique du « ballon d'essai »...celle du paiement à l'entrée aux Urgences en cas de non hospitalisation dans les suites, et qui reviendrait à privatiser l'accès aux soins vitaux pour des millions de français. Alors c'est vrai, il y a d'énormes difficultés aux Urgences: accès, accueil, organisation, durée et conditions de séjour...personne ne le nie. Dans notre grande naïveté, nous aurions espéré de ce gouvernement qu'il prenne des décisions et des actions concrètes telles que:

- **augmenter les moyens**, le personnel, les services d'accueil post-urgence, les lignes de SMUR.
- **améliorer le réseau ville-hôpital**, créer des centres médicaux d'urgence de proximité, et surtout revaloriser la médecine de ville.
- **supprimer le Numéris Clausus** (qui contrairement à ce qu'a claironné Mme Buzyn, n'a pas été supprimé) pour compenser les nombreux départs en retraite des prochaines années qui ne pourront pas être remplacés et pour lesquels, dans la panique ce gouvernement, prévoit une dégradation de la qualité des soins en développant la "médecine 2.0" avec le télé-diagnostic par des sociétés privées assoiffées de données médicales et en déléguant à d'autres professions paramédicales (pharmacien.nes, infirmier.es), à travers des formations accélérées, des tâches de diagnostics, de prévention et de soins qui dépendaient auparavant des généralistes ou des médecins hospitaliers .

Non, le gouvernement n'a pas fait cela. Sous Mme Buzyn, il a simplement proposé une plateforme d'appel et un N° vert (coût > 300 millions d'euros) pour vous expliquer pourquoi ne pas aller aux Urgences et sous Mr Vérant, il nous propose à présent un forfait payant (18€) pour nous punir d'être aller « inutilement » aux Urgences...Quoi de plus cynique et inique en plein début de 2ème vague du Covid19 ?



**La nouvelle carte
Vitale est sortie ! Fini
la gratuité aux
urgences , 18 euros
par passage**

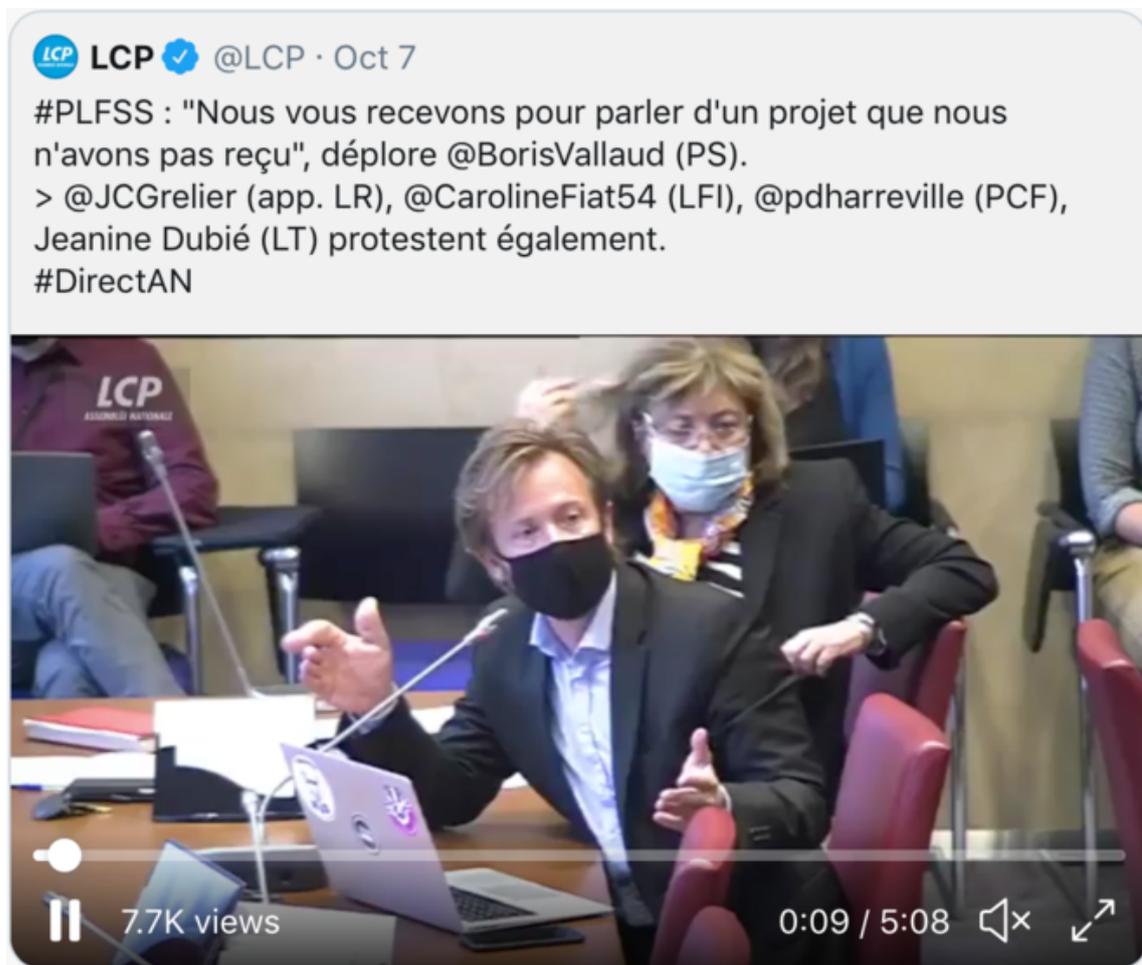
© Vidberg

En faisant cela, le gouvernement feint avant tout de ne pas savoir qu'introduire dans la porte des Urgences le coin du paiement à l'entrée, c'est:

- **nier la pénurie d'accès à la médecine de ville dans les nombreuses Zones de Non Droit Sanitaire** qui occupent nos campagnes et nos banlieues, la raréfaction des soins de proximité obligeant les patients à consulter de plus en plus souvent aux urgences
- **oublier la paupérisation de la population française** dans un contexte de crise économique larvée depuis 2008 aggravée par la crise sanitaire actuelle, population la plus pauvre et fragile qui n'aura pas les moyens de se payer l'augmentation des mutuelles, qui ne manquera pas de succéder à cette mesure. On l'a d'ailleurs constaté après cette 1ère vague de Covid19, de nombreux .ses citoyen.nes n'ont plus de mutuelle et certains se sont vus réclamer des factures de plusieurs milliers d'euros pour un séjour en réanimation.
- **remettre en cause des années de campagne de médecine préventive** visant à améliorer la Santé Publique dans notre pays: Accidents Vasculaires Cérébraux, Maladies Cardio-Vasculaires, suicides, épidémies...
- **culpabiliser les plus fragiles:** précaires, chômeurs, femmes isolées, étudiants... Mais franchement qui peut croire une seule seconde que les français sont prêts à aller attendre 5 à 6h (délai moyen) aux Urgences par solution de facilité ?
- **affirmer une intention délibérée d'introduire dans l'esprit des gens la nécessité d'une privatisation de l'hôpital.** En

effet, à partir du moment où vous aurez accepté de payer pour les soins les plus vitaux pourquoi le refuseriez-vous pour des soins « courants » ?

Alors oui, nous croyons bien monsieur Macron quand il dit qu'il ne veut « pas laisser tomber » l'Hôpital public, pour la bonne et simple raison qu'il a besoin de sa carcasse pour construire le système d'hospitalisation privée dont il rêve pour demain, basé sur les ESPIC (Etablissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif - mon oeil). Ce faisant, le gouvernement néo-libéral de monsieur Macron poursuit, dans la droite ligne de ses prédécesseurs ultra-libéraux (Mr Chirac, Mr Sarkozy) ou socio-libéraux (Mr Hollande), le projet de destruction de la Sécurité Sociale d'après-guerre basée sur la solidarité nationale afin de la remplacer par un système de Santé privatisé à responsabilité individuelle permettant d'affranchir les entreprises privées de leurs cotisations sociales et de dégager toujours plus de bénéfices pour leurs actionnaires avides.



© LCP

Il est plus que temps de penser à l'avenir de nos enfants et à leur accès à un système Médico-Social équitable qui leur permette de faire face aux accidents de la vie sans être à la merci de la Finance dans une société ressemblant de plus en plus à une jungle où l'on écrase ceux qui ont la malchance de chuter (la barre des 10 millions de pauvres sera franchie d'ici 2021).

Luttons et répondons en masse à l'appel des syndicats, des collectifs de soignants et d'usagers du MEDICO-SOCIAL le 15 OCTOBRE pour bloquer les articles du [#PLFSS2021](#) qui seront contraires au bien commun et qui vont, comme on vient juste de l'apprendre, conduire à un nouveau tour de vis de 1.4 milliards d'économie sur le budget de la Santé alors même que monsieur Macron et monsieur Vèran se disent au chevet de l'hôpital... qu'ils sont eux-mêmes en train d'euthanasier.

NB: PLFSS = Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale



© Collectif InterUrgences

Mon intervention vidéo peut être visionnée sur le site de [@La Mule du Pape](#) media libre de Montpellier:

Alerte: privatisation des Urgences © La Mule du Pape - media libre Montpellier

URL source: <https://blogs.mediapart.fr/laurent-thines/blog/111020/alerte-privatisation-des-urgences-vers-la-privatisation-globale-de-nos-hopitaux>